



Genève, le 26 juin 1986 ²⁷ JUIN 1986
1, rue David-Dufour

Département de l'économie publique

OFFICE CANTONAL DE L'EMPLOI

MAIN-D'OEUVRE ÉTRANGÈRE

Correspondance : case postale 242

1211 Genève 8

Téléphone 27 41 11

Monsieur Baudouin DUNAND

Avocat

Rue Charles Bonnet 2

1206 GENEVE

MT/RB/asc

Concerne : OCF limitant le nombre des étrangers qui exercent
une activité lucrative

Dossier No 705 - PAMG SA

Monsieur,

La demande d'octroi d'une unité nouvelle assujettie au contingent
cantonal que vous nous avez adressée en faveur de :

Monsieur Roberto POLO - 20.8.1951 - U.S.A. ,

a été soumise au préavis de la Commission désignée à cet effet
par le Conseil d'Etat.

Nous vous informons qu'après examen du cas, il ne nous est pas
possible de donner une suite favorable à votre requête pour le
motif suivant :

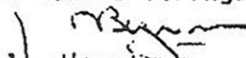
*L'exiguité du quota ne permet pas de
reconnaître l'intérêt de la demande.*

Un recours dûment motivé peut être interjeté dans les 30 jours
auprès du Conseil d'Etat. Il doit être posté à l'adresse de la
Chancellerie d'Etat en trois exemplaires. Une avance de Fr. 100.-
doit être versée simultanément au compte de chèques postaux de
la Chancellerie d'Etat, No 12-9177.

Veillez agréer, Monsieur,
dérivation distinguée.

l'assurance de notre consi-

Service de la
main-d'oeuvre étrangère


le directeur
Michel THIEBAUD

Copie pour information
Contrôle de l'habitant
-police des étrangers-

cord vital pour la bonne fin de sa réalisation, s'y déclarent très favorables voyant également la possibilité par ce biais d'avoir leurs fonds déposés auprès d'autres établissements bancaires, notamment helvétiques, dont la réputation n'est plus à faire. Dans la suite de son recours, M. Roberto POLO, en ce qui concerne PAMG SA en formation à Genève, se rapporte aux informations qu'il avait fournies aux autorités, notamment quant à la raison sociale, le capital social, le but social, la formation du conseil d'administration, l'activité sociale de la société, la rémunération de la société, le budget prévisionnel, le personnel à engager sur le plan local et finalement l'aspect fiscal. M. Roberto POLO ajoute que la Société PAMG SA en formation a déjà préparé son implantation à Genève afin d'être en mesure de démarrer son activité dès l'obtention d'une autorisation de séjour en sa faveur; que c'est ainsi qu'il a loué des locaux au 67, rue du Rhône pour un loyer total d'environ 280'000 F, bail échéant le 31 mai 1994; qu'il a procédé à l'engagement du personnel suivant: M. Paul DOCTEUR, responsable de l'informatique de la société, de nationalité française, disposant d'un permis de frontalier, Mme Malika ZABCHI, secrétaire de direction, de nationalité algérienne, titulaire d'un permis C, M. Didier WINKELMANN, de nationalité suisse, qui sera formé dans le domaine commercial, Mme Maria Gloria LOPEZ, secrétaire de direction, de nationalité espagnole, titulaire d'un permis C, qu'une réceptionniste est actuellement en cours de recherche. M. Roberto POLO fait également valoir que les fonds nécessaires à la libération du capital social, soit la somme de 500'000 francs suisses, sont en voie de consignation auprès du Crédit Suisse à Genève afin de permettre la constitution de la Société PAMG SA dès l'obtention de son permis à Genève; que les éléments mentionnés ci-dessus montrent qu'en tant que de besoin le sérieux manifeste de ce dossier et les intérêts évidents que présente la demande de M. POLO pour l'économie locale de notre canton et pour la Suisse en général, tant sous l'angle économique et fiscal que du point de vue culturel et artistique.

5. Les arguments invoqués sont insuffisants pour justifier l'obtention de l'autorisation sollicitée. L'intérêt d'une telle demande pour notre économie n'étant pas démontré - le place-

3. L'étroitesse du contingent de travailleurs étrangers attribué au canton oblige les autorités compétentes à suivre une politique extrêmement sévère en matière d'autorisations de séjour nouvelles.

4. A l'appui de sa demande, le recourant explique qu'après avoir suivi une formation universitaire axée dans le domaine du conseil en investissement en objets d'art, il se spécialisa sur le plan professionnel dans la vente et l'achat d'objets d'art pour le compte de tiers, principalement de collectionneurs; qu'après avoir mis ses connaissances et ses conseils au service de ses différents employeurs et de leurs clients, il prit la décision de créer sa propre entreprise, PAMG INC., dont les bureaux sont actuellement situés à New-York; que cette société, tout en offrant l'ensemble des services usuels d'une société classique de gestion de fortunes, avait en fait pour vocation principale, voire exclusive, de démarcher une clientèle de collectionneurs qui désiraient faire appel aux conseils avisés d'un spécialiste tels que lui qui, par ses connaissances et son expérience, ainsi que par ses contacts permanents avec les grandes maisons de vente, était en mesure de leur indiquer les meilleures opportunités d'achat ou de vente d'objets d'art; que sous son impulsion, PAMG INC. développa dès le commencement de son activité un important volume d'affaires pour aujourd'hui compter parmi les sociétés les plus actives sur le marché de l'art et gérer en permanence des fonds importants actuellement déposés auprès des banques américaines atteignant jusqu'à 400'000'000 de francs suisses; que, toutefois, il a ressenti dernièrement, suite, entre autres, à l'évolution du marché de l'art, la nécessité de recentrer géographiquement son activité, compte tenu notamment de l'importance de plus en plus croissante des pays européens dans les ventes aux enchères importantes de tableaux, meubles anciens, bijoux, etc., comme Londres, Paris, Monte-Carlo et Genève; qu'après avoir étudié diverses possibilités, Genève et subsidiairement Londres furent retenues comme nouveaux centres de son activité, Genève l'emportant toutefois provisoirement dans son choix, compte tenu de sa situation géographique plus centrale, de la qualité de ses infrastructures (hôtels, téléphone, aéroport, etc.) dans la mesure évidemment où il pourrait y résider; que ses projets de transfert furent d'ailleurs renforcés par l'ensemble des clients de la société qui, requis de donner leur accord sur cette perspective, ac-



ARRÊTÉ

statuant sur le recours de
Monsieur Roberto POLO,
représenté par Me Baudoin DUNAND, avocat,
rue Charles-Bonnet 2, 1206 Genève

du 15 Octobre 1986

LE CONSEIL D'ÉTAT

Vu le recours n° 2236, formé le 28 juillet 1986, reçu en chancellerie d'Etat le 29 juillet, par M. Roberto POLO, représenté par Me Baudoin DUNAND, avocat à Genève, contre la décision de l'office cantonal de l'emploi (ci-après: l'office) du 26 juin 1986, décision prise en application de l'ordonnance du Conseil fédéral limitant le nombre des étrangers qui exercent une activité lucrative, du 26 octobre 1983;

considérant ce qui suit:

1. Formé dans le délai de 30 jours prévu par la loi sur la procédure administrative, le recours est recevable à la forme.

Ledit recours tend à ce que M. Roberto POLO, né le 20 août 1951, ressortissant américain, soit autorisé à exercer une activité de directeur auprès de la Société PAMG SA en formation.

2. L'ordonnance du Conseil fédéral a pour but (et pour effet) de réduire le nombre des travailleurs étrangers. Il s'ensuit que toute demande tendant à faire venir un nouveau ressortissant étranger doit être examinée de manière restrictive.

...

ment de capitaux ne saurait constituer un élément déterminant -, il est dès lors inopportun de prélever une unité sur l'étroit contingent dont dispose le canton en faveur d'un étranger appelé à exercer une activité de directeur (art. 1, al. 1, de l'ordonnance fédérale).

Par ces motifs :

Vu l'ordonnance du Conseil fédéral limitant le nombre des étrangers qui exercent une activité lucrative, du 26 octobre 1983;

Vu le règlement cantonal d'application de l'ordonnance fédérale, du 2 février 1977;

Vu la loi sur la procédure administrative, du 12 septembre 1985;

Vu le règlement sur les frais de procédure administrative, du 23 juin 1970,

A R R E T E :

A la forme

Le recours est recevable.

...

Au fond

Le recours est rejeté.

Les frais de procédure étant fixés à 150 F, l'avance de frais de 100 F reste acquise à l'Etat; le solde des frais est perçu à la réception du présent arrêté.

Communiqué à :

Cons. rapp.	2 ex.
Economie	2 ex.
BH	2 ex.
OCE	1 ex.
Chancellerie	3 ex.
Intéressé	2 ex.



Certifié conforme
Le chancelier d'Etat :

D. Haenni

REPUBLIC AND CANTON OF GENEVA

[Seal]

[Rubber stamp: JUNE 27, 1986]
Geneva, June 26, 1986
1, rue David-Dufour

State Economic Department

CANTONAL EMPLOYMENT OFFICE

FOREIGN WORKERS

Correspondence: P.O. Box 242
1211 Geneva 8
Telephone 27 41 11

Mr. Baudouin DUNAND
Attorney-at-law
Rue Charles Bonnet 2

1206 GENEVA

MT/RB/asc

Subject: OCF [Federal Council Ordinance] limiting the number
of foreigners engaging in for-profit activities

File No. 705 - PAMG SA

Sir,

The application for the granting of a new allotment under the cantonal quota, which you submitted to us on behalf of:

Mr. Roberto POLO - 8/20/1951 - U.S.A.,

has been brought to the attention of the Committee appointed for this purpose by the Council of State.

Having examined the case, we are informing you that it is not possible for us to provide you with a favorable response to your application for the following reason:

The quota's strictures do not allow for acknowledging the application as relevant.

A duly well-founded appeal can be filed before the Council of State within 30 days. It must be mailed in triplicate to the State Chancellery's address. At the same time, an advance of Fr. 100 must be paid into the State Chancellery's postal checking account, No. 12-9177.

Yours sincerely,

Foreign Workers Department
/s/ [illegible]
The Manager
Michel THIEBAUD

cc: Residence Authority
- Foreign Police -

Folio

[Seal]
REPUBLIC AND CANTON OF GENEVA

DECREE

Ruling on the appeal of
Mr. Roberto POLO,
represented by Baudouin DUNAND, Esq., attorney-at-law
rue Charles-Bonnet 2, 1206 Geneva

on October 15, 1986

THE COUNCIL OF STATE

Whereas Appeal No. 2236, filed on July 28, 1986, received at the Chancellory of State on July 29th, by Mr. Roberto POLO, represented by Baudouin DUNAND, Esq., an attorney-at-law in Geneva, against the decision of the Cantonal Employment Office (hereinafter: the Office) on June 26, 1986, a decision made pursuant to the Federal Council Ordinance limiting the number of foreigners who carry out a for-profit activity, of October 26, 1983;

Whereas what follows:

1. Filed within the 30-day period provided by the Administrative Procedure Act, the appeal is admissible procedurally.

Said appeal is for Mr. Roberto POLO, born on August 20, 1951, an American national, to be authorized to carry out the duties of Director of the Corporation PAMG SA being organized.

2. The Federal Council Ordinance has the purpose (and effect) of reducing the number of foreign workers. It follows that every application seeking to have a new foreign national admitted should be examined in a restrictive manner.
3. The limited quota of foreign workers allocated to the canton obliges the competent authorities to adhere to an extremely severe policy regarding new residency permits.

4. In support of his applications, the appellant explains that, after having had a university education concentrated in the field of investment advice on artworks, he specialized professionally in the sale and purchase of artworks for the account of third parties, mainly collectors; that after having put his knowledge and his advice at the service of his different employers and their clients, he made the decision to form his own business, PAMG INC., the offices of which are presently located in New York; that this corporation, while offering on the whole the usual services of a traditional investment management corporation, had in fact as its main, indeed exclusive, vocation, soliciting a clientele of collectors who wished to rely on the informed advice provided by a specialist such as he who, on account of his knowledge and experience, as well as on account of his permanent contacts with the great auction houses, was competent to point out to them the best opportunities for the purchase or sale of artworks; that under his direction, PAMG INC. developed, from the start-up of its activity, a significant volume of business, coming to figure among the most active corporations in the art market today and to manage permanently significant funds presently deposited in American banks amounting to 400,000,000 Swiss francs; that, however, he has recently felt, as a result of, among other things, the evolution of the art market, the need to re-focus his activity geographically, bearing in mind particularly the ever-increasing importance of European countries in major auctions of paintings, antique furniture, jewelry, etc., such as London, Paris, Monte Carlo and Geneva; that, after having studied various possibilities, Geneva and, alternatively, London were considered as new centers for his activity, Geneva, however, being his first choice for now, bearing in mind its more central geographic location, the quality of its infrastructure (hotels, telephone service, airport, etc.), clearly to the extent that he could reside there; that his transfer plans were reinforced furthermore by the totality of clients of the corporation who, when requested to give their consent to this prospect, a consent vital to the good outcome of its implementation, stated that they are very much in favor of it, their seeing, likewise, the possibility through this expedient of having

their funds deposited in other banking establishments, notably Swiss ones, whose reputation goes without saying. In furthering his appeal, Mr. Roberto POLO, regarding PAMG SA being organized in Geneva, refers to the reports which he had provided to the authorities, particularly as to the trade name, the capital stock, the corporate objects, the composition of the board of directors, the corporate activity of the corporation, the remuneration of the corporation, the estimated budget, the personnel to be hired locally and finally the tax aspect. Mr. Roberto POLO adds that the Corporation PAMG SA being organized has already prepared for its move to Geneva in order to be able to start up its activity as soon as he obtains a residency permit in his favor; that therefore it has rented premises at 67, rue du Rhône for a total rent of approximately 280,000 F, lease expiring on May 31, 1994; that it has proceeded to hire the following personnel: Mr. Paul DOCTEUR, a computer programmer of the corporation, of French nationality, in possession of a work permit for residents across the border; Mrs. Malika ZABCHI, an executive secretary, of Algerian nationality, the bearer of a C permit; Mr. Didier WINKELMANN, of Swiss nationality, who will be trained in the sales sector; Mrs. Maria Gloria LOPEZ, an executive secretary, of Spanish nationality, the bearer of a C permit; that a receptionist is presently being recruited. Mr. Roberto POLO, likewise, reports that the funds necessary for issuance of the capital stock, that is, the sum of 500,000 Swiss francs, are in the process of being deposited at Crédit Suisse in Geneva in order to permit the organization of the Corporation PAMG SA as soon as his permit is obtained in Geneva; that the above-mentioned factors show both the serious manifest need of this file and the clear interest which Mr. POLO's application has for the local economy of our canton and for Switzerland in general, both economically and tax-wise and from a cultural and artistic point of view.

5. The arguments invoked are insufficient to justify obtaining the requested permit. The relevance of such an application to our economy not being demonstrated --the investment of capital would not constitute a decisive factor--, it is, therefore,

inopportune to take up an allotment under the narrow quota which the canton has in favor of a foreigner called upon to fill a position of director (Art. 1, para. 1, of the Federal Ordinance).

Now, then:

Pursuant to the Federal Council Ordinance limiting the number of foreigners who carry out a for-profit activity, of October 26, 1983;

Pursuant to the cantonal regulation on application of the Federal Ordinance, of February 2, 1977;

Pursuant to the Administrative Procedure Act, of September 12, 1985;

Pursuant to the regulation on Administrative Procedure Costs, of June 23, 1970,

DECREES:

On the procedure

The appeal is admissible.

On the issue

The appeal is denied.

The proceeding costs being set at 150 F, the costs advance of 100 F remains vested in the State; the balance of costs is collected upon receipt of the present decree.

Notified:

Council report 2 cc.
Economics 2 cc.
BH 2 cc.
CEO 1 cc.
Chancellory 3 cc.
Interested Party 2 cc.

Certified true and correct
The Chancellor of State:

/s/ D. Hae[ill.]
[rubber stamp:]
COUNCIL OF STATE
REPUBLIC AND CANTON OF GENEVA

STATE OF FLORIDA)
) SS
COUNTY OF DADE)

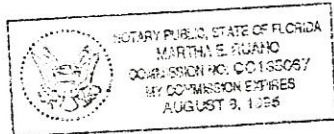
BEFORE ME, A NOTARY PUBLIC IN AND FOR THE STATE OF FLORIDA AT LARGE, PERSONALLY APPEARS LUIS A. DE LA VEGA, VICE-PRES. FOR AND ON BEHALF OF PROFESSIONAL TRANSLATING SERVICES, WHO, AFTER BEING DULY SWORN, DEPOSES AND SAYS THAT (S)HE IS FULLY VERSED IN THE FRENCH AND THE ENGLISH LANGUAGES, AND THAT THIS IS A TRUE AND CORRECT TRANSLATION OF THE ATTACHED DOCUMENT CONSISTING OF six -6- PAGE(S), AND THAT THIS IS THE LAST OF THE ATTACHED.

Luis A. De la Vega, Vice Pres

SWORN TO AND SUBSCRIBED THIS 10th DAY OF September, A.D., 1992.

M. Ruano
NOTARY PUBLIC, STATE OF FLORIDA
AT LARGE

MY COMMISSION EXPIRES:



The utmost care has been taken to ensure the accuracy of all translations. Professional Translating Services and its employees shall not be liable for any damages due to its own negligence or errors in typing or translation, nor shall it be liable for the negligence of third parties.